

ÉGALITÉ

«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LÉNINE

Journal de la Gauche révolutionnaire courant du Nouveau Parti Anticapitaliste



f: Alexandre Rouillard

L'égalité mensuel édité par : la Gauche révolutionnaire Directeur de Publication : Olaf van Aken/Réda
Comité de rédaction : Leïla Messaoudi, Jacques Capet, Marie-José Douet, Wika Héjot, Alex Lecoq

Conception graphique : Yann Venier
Imprimerie : Rotographie Triage : 3000 exemplaires
Date de bouclage : 22/11/11
Commission partenaire : 08003 P10970

Page 2

Paris

Page 3

Parti socialiste :
enseignements du
vote des primaires

Front de Gauche :
un programme à
gauche, mais
comment faire ?

La droite et ses
scandales

Philippe Poutou,
candidat du NPA

candidat du NPA
Pages 4-5
Luttes : Good-Year,
Sovab, Fonderies du
Poitou...
Les troupes spécia-
les contre les gre-
vistes !

**Vistes :
Page 6
Le NPA en crise
finale ?
Gaz de Schiste
Pages 7
Chili, Grande
Bretagne,
Kazakhstan**

C'est la dette des banques pas la nôtre !

Dégageons les !

- ✓ **Annulation de la dette**
- ✓ **Nationalisation des banques**
 - ✓ **Non à l'austérité !**

Ces dernières semaines, on a vu de nouveau le degré de corruption des politiciens et la manière dont ils essaient d'échapper à une justice qu'ils veulent la « même pour tous ». Strauss-Khan, homme de « gauche » a trouvé sans problème des millions de dollars dans l'affaire du Sofitel de New York pour échapper à la garde à vue. Et il a ensuite tenté de faire jouer son statut de directeur du FMI pour obtenir une immunité face à l'accusation d'abus sexuel portée par la femme de ménage Nafissatou Diallo. Pourquoi demander une immunité si on clamait son innocence ? Et voilà que désormais il est impliqué dans l'affaire d'un vaste réseau de prostitution internationale, lequel servait de « cadeau » à ceux, politiciens, technocrates ou hommes d'affaires, qui favorisaient les intérêts de grandes multinationales.

Dans le même temps, Rachida Dati, ex-ministre de la justice, balançait (ce qui n'a pas été démenti, et sur laquelle tous les médias sont passés le plus vite possible), que le premier ministre Fillon, celui-là même qui veut mettre en place des politiques d'austérité et déclarer la guerre à la fraude, a fait embaucher sur le budget de son ministère quelqu'un qui sera chargé de sa campagne électorale à Paris pour les législatives de 2012...

Ce sont des gens qui discourent après discours nous en rabâchent sur l'honnêteté, et l'assainissement des finances publiques... Les voleurs et les corrompus, c'est bien eux et pas la majorité de la population. Et ils ne sont que les agents des vrais décideurs, les super riches, les banques, les grands groupes capitalistes et toutes leurs armes : agences de notation, institution internationales

De manière symbolique, des politiciens qui échappent de part le monde aux sanctions judiciaires, tel Berlusconi pourtant coupable de plusieurs crimes, ou qui refusent les revendications des travailleurs et de la jeunesse comme Papandréou en Grèce, se font débarquer par leurs donneurs d'ordre, preuve s'il en est que la démocratie n'existe pas sous le capitalisme et que ce système est bien la dictature de la bourgeoisie, des banques et des marchés financiers.

Refuser l'austérité

Les plans d'austérité se multiplient dans tous les pays. Les dernières annonces du gouvernement Fillon ne sont pas en reste. En même temps qu'une taxe sur les hôtels de luxe était abandonnée, ce sont à nouveaux les travailleurs, les chômeurs et les familles qui sont touchées. Hausse de la TVA « réduite » de 5,5 à 7 %, or cela touche particulièrement les transports, les services à la

personne, les cantines scolaires ou d'entreprise etc. Et surtout, les allocations ne seront plus indexées sur l'inflation mais sur la « croissance », soit une baisse probable de 1,5 à 2% par an, plus encore quand la croissance deviendra de nouveau négative, peut être dès l'année prochaine. Et qui touche les allocations si ce n'est les milieux les plus populaires ?

Chaque semaine voit une nouvelle annonce de mesure d'austérité, pendant que les riches ne sont pas inquiétés. Et les grandes entreprises continuent de supprimer des milliers d'emplois alors qu'elles sont bénéficiaires : 6000 à Peugeot, 1500 à BNP-Paribas.

Car les directions des syndicats ne proposent rien en terme d'action et de lutte, ce qui laisse les mains libre au gouvernement et aux patrons qui ne se gênent pas. Elles annoncent une journée de « mobilisation » le 13 décembre.





17 octobre 1961: l'Etat meurtrier

A lors que le colonialisme français s'enlise dans une guerre qui n'en finit plus sur le territoire algérien, le combat se joue aussi en France. Et le 17 octobre 1961, la police française réprime sauvagement une manifestation de travailleurs algériens, faisant plusieurs centaines de morts et de blessés. 50 ans plus tard, l'Etat français ne reconnaît toujours pas sa responsabilité dans ces meurtres.

Après une guerre débutée en 1954, après 7 ans, l'armée française ne vient toujours pas à bout de la résistance algérienne, et ce malgré ses méthodes de massacres et de tortures. De Gaulle était revenu au pouvoir en 1958, instaurant la V^e république, avec un caractère semi-bonapartiste et autoritaire. La France venait de perdre la guerre d'Indochine et le colonialisme français était mis à mal sur les continents asiatique et africain.

Une guerre sur tous les terrains

En France, le FLN algérien bénéficiait aussi d'un soutien massif des algériens immigrés, que le patronat français exploitait sans vergogne, soutien financier et militant. La communauté algérienne en France était une des plus fortes populations immigrées, comptant 350 000 personnes en 1962. Ils vivaient dans des conditions très précaires, souvent dans des bidonvilles.

Le FLN passe à l'action en France avec plusieurs attentats contre des forces de police. Les manifestations de travailleurs algériens se multiplient en France en soutien à l'indépendance, et le 5 octobre 1961, l'Etat français impose un couvre-feu raciste aux nord-africains. Ce couvre-feu est imposé par le préfet de police Maurice Papon, qui a déjà fait ses preuves pendant la seconde guerre mondiale en organisant des déportations de milliers de juifs vers les camps d'extermination. Papon occupa ensuite plusieurs postes au Maroc et en Algérie, en particulier à Constantine de 1956 à 1958, où il se forma à la répression des mouvements nationalistes et insurrectionnels. Ainsi, une large fraction de l'appareil d'Etat vichiste s'est maintenue après 1945.

Alors, les arrestations et les actes de torture se multiplient dans les commissariats parisiens.

Racisme d'Etat : Le «bras armé» en action

Le 17 octobre, le FLN appelle à des manifesta-

tions pour protester contre ce couvre-feu. Elles rassemblent 30 000 personnes. Papon, avec l'assentiment de De Gaulle et de l'ensemble du pouvoir bourgeois lance une répression sanglante. 7000 policiers, plus deux compagnies de C.R.S et trois escadrons de gendarmes mobiles sont lancés pour réprimer la manifestation. Le palais des Sports a été réquisitionné en prévision des interpellations. Le préfet Papon lâche ses troupes avec une consigne claire : carte blanche ! Et ce fut une nuit sanglante. La police rafle tous les maghrébins qu'elle rencontre. Rapidement, la police frappe de façon brutale. Les témoins disent qu'ils n'ont rien vu d'aussi sauvage, même en mai 1968. La police a tiré de nombreux coups de feu. Les flics poussent les manifestants à coups de matraque dans la Seine. Il y a eu 11 730 arrestations. Sans compter ceux qui furent tués de sang froid, les arrestations suivies de tortures.

Quelques témoignages :

«[Le policier] avait la bave à la bouche, les yeux sous. Il élevait son gourdin à la hauteur de sa tête et nous l'abaisait de toutes ses forces sur tous les membres de notre corps. Le frère qui était avec moi est tombé évanoui sous les coups. [...]. Nous avons compris. L'eau froide. La Seine était à deux mètres. On ne pouvait pas bouger, nous avions deux visions hallucinantes, le canon de la mitrailleuse et l'implacable eau froide.»

«Les autobus sont arrivés. Il fallait monter vite, se serrer, sans cela on recevait des coups de crosse. On était corps à corps, debout serrés. Le chauffeur était en civil. Il y avait quatre policiers dans l'autobus. On est partis.» Ceci nous rappelle évidemment les conditions des déportations des juifs pendant la seconde guerre mondiale.

Dans la déclaration d'un «groupe de policiers républicains», on peut lire : «La petite cour, dite d'isolement [...] était transformée en un véritable charnier. Les tortionnaires jetèrent des dizaines de leurs victimes dans la Seine qui coule à quelques mètres pour les soustraire à l'examen des médecins légistes, non sans les avoir délestés, au préalable, de leurs montres et de leur argent.»

Ces atrocités seront telles qu'un groupe de policiers vinrent témoigner auprès de la rédaction de France -Observateur, incrédule : «Nous sommes des policiers, et c'est vous qu'on vient trouver, parce qu'il n'y a qu'à vous qu'on puisse dire ça. C'est épouvantable, ce qui se passe à la préfecture.

- Qu'est-ce qui se passe à la préfecture ?

- Mais on tue des Algériens ! Ils sont matraqués à mort et jetés dans la Seine.»

Le journal «Libération» annoncera que quarante autopsies ont été pratiquées à la morgue, avec par exemple le constat de «plaie au cuir chevelu, émasculation, deux balles dans le ventre».

Ces actes de barbarie seront tels qu'une femme sera condamnée en 1962 pour avoir crié de son balcon : «Assassins !».

On ne connaîtra jamais le nombre exact de victimes. Mais le chiffre est au moins de 200 morts, peut-être plus de 400 selon les sources. L'état ne reconnaît toujours que trois morts et 64 blessés.

Le 17 octobre 1961, l'Etat policier français visait directement la population immigrée algérienne. Mais il fit encore ses preuves le 8 février suivant en réprimant férolement une manifestation anti-OAS, faisant 8 morts parmi les manifestants au métro Charonne.

L'impérialisme toujours présent

Impuissant à contrer sur le terrain la lutte armée d'indépendance soutenue par les masses de la population algérienne, l'Etat français est contraint de signer les accords d'Evian le 18 mars 1962, actant l'indépendance de l'Algérie. Mais le pouvoir et la bourgeoisie française ont gardé des liens privilégiés avec l'Etat algérien, soutenant les différentes cliques qui s'y sont succédé, jusqu'à celle de Bouteflika actuellement. Car l'Algérie reste un des principaux fournisseurs de produits pétroliers de la France, et aussi un pays importateur de ses produits manufacturés.

Pascal Grimbert



Photo prise par Georges Azenstarck, boulevard Bonne Nouvelle, depuis un balcon du journal L'Humanité. On y voit des policiers entourant des manifestants alignés, assis, contre les bâtiments. Les policiers tireront dessus à balles réelles.

Ce pour quoi nous nous battons

Le capitalisme mondialisé offre des perspectives peu réjouissantes pour la majorité de la population de la planète. Les guerres deviennent un moyen régulier de contrôler le devenir de millions de personnes. La misère et la précarité s'étendent et avec elles leur cortège de haines entretenues, d'exclusions et de divisions auprès des travailleurs et des jeunes. Le capitalisme fondé sur l'inégalité, la dictature du patronat et des marchés financiers se traduit par un effroyable gâchis humain et écologique.

En France, l'arrivée triomphale au pouvoir de Sarkozy et de Fillon leur permet de parachever le travail de casse des services publics et de rentabilisation commencé par la Gauche Plurielle, Raffarin et Villepin. Tout cela sur fond de guerre sociale contre "les marginaux" et les pauvres !

Ce n'est certainement pas en se tournant à nouveau vers les dirigeants de l'ancienne Gauche plurielle que nous pourrons réellement riposter aux attaques patronales et gouvernementales coordonnées au niveau européen. C'est en s'opposant sans concession au capitalisme, aux licenciements, en cherchant à unifier le combat des jeunes, des chômeurs, des salariés et des retraités que nous avancerons. Cet objectif ne peut être atteint que par la lutte coordonnée de tous et toutes. C'est ainsi que la classe ouvrière a imposé et gagné les congés payés et les retraites...aujourd'hui attaqués.

Pour cela, la Gauche révolutionnaire se bat au quotidien pour informer sur les attaques, mobiliser et contribuer à développer les luttes actuelles locales, nationales et internationales.

Nous défendons

Un emploi décent pour tous : Non aux licenciements, maintien de chaque emploi, réquisition sous le contrôle des travailleurs des entreprises qui licencient, transformation de tous les emplois précaires en emplois stables et statutaires. Non aux lois Aubry et Fillon, pour une vraie réduction du temps de travail : sans flexibilité, sans annualisation, sans gel des salaires ni cadeau au patronat, et avec embauches correspondantes. Retraite, avec revalorisation du montant, à 55 ans et après 37,5 années pour tous, chaque départ compensé par une embauche. Aucune radiation, indemnisation de tous les chômeurs. Non à la privatisation du service public de l'emploi (ANPE). Augmentation de tous les salaires et minima

sociaux de 300 euro, le SMIC à 1500 euro, pas de salaire inférieur au SMIC. Contrôle sur l'embauche et les conditions de travail par les travailleurs et leurs organisations syndicales.

Des services publics réellement au service de la population :

Non aux privatisations et aux ouvertures de capital, abrogation de tous les plans de démantèlement des services publics. Nationalisation ou municipalisation sous le contrôle et la direction des travailleurs de tous les services privatisés. Embauche massive de personnel dans tous les services publics. Pour une sécurité sociale gérée par les travailleurs au moyen de comités démocratiquement élus.

Contre le racisme et la répression : Non aux lois sécuritaires, non aux lois Sarkozy et Perben ! Abrogation des lois Pasqua-Debré-Chevènement, régularisation de tous les sans papiers avec carte de 10 ans, fermeture des camps de rétention. Pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés : droit de vote, à l'éducation, à la santé, au travail...Liberté de circulation pour tous, non à l'Europe de Schengen.

Contre l'oppression des femmes : à travail égal, salaire égal, contre les discriminations et le temps partiel imposé, contraception libre et gratuite, avortement libre et gratuit pour toutes, contre toutes les violences faites aux femmes.

Pour la jeunesse : un enseignement gratuit, public et laïque, pour que chacun ait les moyens de faire les études qu'il souhaite. Pour de vrais emplois, pas des stages bidons, dès la sortie des études, et à défaut une allocation égale au SMIC

Pour une écologie qui rompe avec le capitalisme : développement des moyens de transport non polluants, taxation des entreprises qui polluent, gratuité des transports en commun, pour le développement des énergies renouvelables etc.

Contre l'impérialisme : annulation de la dette du Tiers monde, levée du blocus sur Cuba, arrêt de l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan, retrait de toutes les troupes. Contre l'OTAN, l'ONU, le FMI et tous les organismes impérialistes. Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Contre l'Europe de Maastricht et du traité de Nice, pour

l'Europe des luttes et des travailleurs

Contre ces pseudo-démocraties et leurs affaires politico-financières : La V^e république avec ses élus au dessus des lois et de tout contrôle par la population, ses institutions antidémocratiques (Sénat, Conseil constitutionnel, présidence de la République...), devra être renversée. Paiement des élus au salaire moyen d'un travailleur, révocabilité des élus. Elections à la proportionnelle.

Pour un nouveau parti des travailleurs :

Pour en finir avec le système capitaliste, les travailleurs et les jeunes doivent s'organiser par eux-mêmes, se doter d'une force politique capable de défendre et de faire gagner les intérêts du plus grand nombre.

Ce combat ne peut se limiter à quelques poignées de militants, il doit s'étendre et permettre de poser les bases de la construction d'un parti qui défendra réellement les travailleurs et les jeunes, où ils pourront s'organiser et trouver leur place dans le combat contre le capitalisme. La Gauche révolutionnaire s'efforce de contribuer à la naissance d'un tel parti en France. Parce que ce combat est mondial, la Gauche Révolutionnaire est membre du Comité pour une Internationale ouvrière présent dans plus de 37 pays sur les 5 continents.

"Pour une société démocratique socialiste "

Pour un gouvernement démocratique par et pour les travailleurs, vers une société garantissant un emploi et un logement décent, la santé, l'éducation, la culture etc. pour tous !

La Gauche révolutionnaire lutte pour un monde débarrassé de la misère et de l'exploitation. Un monde où l'économie sera organisée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes pour satisfaire les besoins de tous. Pour cela, il faut en finir avec le capitalisme et sa loi du profit. C'est par le socialisme, qui n'est ni celui des social-démocraties d'Europe, ni le Stalinisme de l'URSS, par une révolution qui permettra la nationalisation ou la réquisition sous la direction et le contrôle actif des travailleurs des principaux secteurs de l'économie, la planification démocratique de celle-ci en fonction des besoins de tous, que pourra commencer à se mettre en place cette nouvelle société.

Soutenons le candidat ouvrier Philippe Poutou (NPA) !

Les élections présidentielles approchent. Le PS a fait ses primaires, la droite resserre les rangs et le Front de gauche part en campagne. Au delà de la question des élections pourtant ce qui préoccupe aujourd'hui la population c'est la crise et ses effets désastreux sur nos conditions de vie.

Or, bien que peu médiatisé, Philippe Poutou, candidat pour le NPA à la présidentielle, marque son camp et la classe qu'il défend. On a pu le voir rejoindre les travailleurs dans leurs différentes luttes, soutenir les travailleurs qui se battent pour maintenir leurs emplois à Fralib, aux fonderies du Poitou ou à la gare d'Austerlitz. Ceci apporte assez peu de couverture médiatique. Mais c'est bien la voix des travailleurs qu'il compte faire entendre. Loin d'un monde de politiciens totalement détachés des réalités et avides d'un pouvoir personnel, il fait partie des rares candidats qui défendent vraiment leurs idées, quand les autres se vendent au plus offrant. Mais cet ouvrier de l'automobile n'a pas seulement des idées à défendre, il a l'expérience de la lutte sans merci contre le patron de sa boîte, Ford, qui voulait licencier 400 salariés. Ils ont fini par gagner et maintenir le site Ford Blanquefort près de Bordeaux. Il sait que ce n'est pas la discussion feutrée avec le patron-

nat, mais bien la lutte collective qui est la meilleure arme des travailleurs.

Les capitalistes ont leurs candidats, ils ont l'embarras du choix. Du PS au FN en passant par les Verts et l'UMP, le discours est proche, seule la forme change. Ils proposent tous une gestion du capitalisme, ce qui signifie, surtout en cette période, des attaques à venir contre les travailleurs. La candidature de Philippe Poutou permet de dire qu'il faut construire un rapport de force, qu'il faut s'attaquer aux capitalistes et en finir avec leur accaparation des richesses produites par la majorité. Ce qui nous intéresse ici n'est pas d'obtenir un siège pour gérer le capitalisme mais bel et bien de dire haut et fort qu'un autre système est possible et qu'il faut lutter pour cela.

Pour présenter Poutou aux élections

Pourquoi POUTOU ?



il faut recueillir 500 signatures de parrainages de maires. Mais les partis bourgeois n'ont pas l'intention de laisser leurs maires nous donner cette signature. Et les maires sans étiquette n'apprécient pas que leurs électeurs apprennent par la presse qu'ils ont, même sans partager ses idées, parrainé un candidat. Nous sommes contre le régime présidentiel mais tant que l'élection présidentielle est au centre de notre vie politique, nous pensons que c'est la population qui devrait pourvoir parrainer les candidats. Pour une candidature qui défend les jeunes et les travailleurs, soutenons Philippe Poutou, candidat pour le NPA.

Cassandra Desannaux

La candidature de Mélenchon est-elle une alternative aux politiques capitalistes ?

Selon les sondages, Jean-Luc Mélenchon recueillerait entre 7 et 9% des intentions de vote pour la présidentielle de 2012. « L'humain d'abord », le livre-programme du Front de gauche, serait actuellement un best-seller.

Quel programme ?

Pour « éclairer le choix que chaque citoyen aura à faire en 2012 », le Front de gauche propose une série de mesures : Smic à 1 700 euros bruts, instauration d'un salaire maximum, retraite à 60 ans à taux plein, interdiction des licenciements boursiers, création d'un pôle public financier ou encore VIE République... L'idée sous-jacente : la nécessité d'une « révolution citoyenne » mais sans préciser comment les travailleurs et les jeunes pourront y parvenir, donnant l'illusion que si Mélenchon était élu, certains acquis sociaux pourraient être obtenus sans en passer par l'action collective (grève, mobilisation).

Dans le fond, aucun lien n'est établi entre la situation actuelle de crise économique et la nature profonde du système capitaliste. Jamais le capitalisme n'est entièrement remis en cause en tant que système basé sur la loi du profit, la propriété privée des moyens de production, la division en classes sociales et l'enrichissement

d'une minorité de la population par l'exploitation de la majorité. Ainsi, les propositions faites ne se situent pas en dehors du système capitaliste mais bien dans le cadre de ses institutions.

Quand le Front de Gauche nous parle de « révolution citoyenne », il ne s'agit pas d'une réelle prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, mais de la mise en place d'une VIème République tentant d'encadrer l'économie de marché comme la Vème devait le faire.

Renforcer le camp des travailleurs ?

La colère contre la politique menée par Sarkozy va s'exprimer par un vote sanction. Même si certains seront tentés de voter PS dès le premier tour pour faire barrage à la droite et à l'extrême droite, une campagne militante et de terrain peut favoriser le vote Mélenchon. Et il tente un peu cette carte avec quelques interventions médiatiques.

Il a prévu de lancer des « assemblées citoyennes » un peu partout en France, avec de grands meetings. De telles initiatives, même sur des revendications immédiates mais s'adressant ouvertement à l'ensemble des jeunes et des travailleurs qui veulent se battre contre la

politique de Sarkozy, pourraient remporter un succès auprès d'une large couche de la population.

Le contexte actuel de crise de la dette et d'augmentation des inégalités crée un espace pour ceux qui ont envie de se politiser, de débattre, de s'organiser pour refuser de payer la crise. Mais si les « assemblées citoyennes » ne sont tournées que vers l'élection présidentielle, elles ne permettront pas une alternative à gauche.

Car, un score important pour Mélenchon pourrait apparaître temporairement comme une défiance vis-à-vis du PS, défiance qui serait bien trahie si Mélenchon et le PCF allaient ensuite à un gouvernement présidé par Hollande.

Vu les revendications, les voix pour Mélenchon sont contre le capitalisme. Mais pour une réelle émancipation le débat doit se faire autour de la prise en main des affaires par les travailleurs, la véritable alternative socialiste au capitalisme, pour réellement sortir de la crise. Si les « assemblées citoyennes » se tiennent, allons-y tous et toutes, pour discuter de comment on en fini avec ce système.

Lise de Luca

Les aspirations de l'électorat de gauche dans les primaires socialistes

Pour la première fois le PS a organisé un vote parmi ses sympathisants pour désigner son candidat à la présidentielle de 2012. Près de 3 millions de personnes y ont participé. Alors qu'en mai dernier, il n'y avait eu que peu d'intérêt pour la publication de son programme, ses primaires citoyennes ont donc été un succès.

Le premier tour a exprimé les préoccupations actuelles de l'électorat de gauche : un grand ras-le-bol de Sarkozy et la volonté de peser un peu sur le PS. Hollande, personnalité acceptant clairement de gérer le capitalisme, a été préféré en tant que président crédible. Aubry revêtait les mêmes traits mais marqués un peu plus

à gauche et représentant plus étroitement le parti. Le Monde a noté que « le vote Montebourg recoupe en grande partie le vote du "non" au référendum de 2005 », plus à gauche et plus anti-système.

Les candidats plus à droite (Royal, Valls et Baylet) ont été marginalisés. Comme aux élections officielles, les couches populaires ont peu participé au vote. De plus, le PS y pèse peu. Ce sont les classes moyennes, les tranches de plus

de 40 ans, sa base électorale, qui ont été les plus nombreuses à voter.

Là où le PS a un appareil fort, dans les grandes villes, Aubry arrive souvent en tête, alors qu'Hollande a de meilleurs scores dans les zones rurales. A part les 17% de l'outsider Montebourg, pas de surprise. Et pour le second tour, même lui s'est empressé de rallier le vainqueur...

Quelle signification politique ?

Logiquement, beaucoup ont utilisé ce vote pour avoir le candidat le plus à même de battre Sarkozy. D'autre part, ces primaires ont été l'occasion de discuter de la situation politique et d'imaginer une politique de gauche.

Pourtant, le parti n'avait organisé aucun débat public à la base, préférant les débats télévisés, chaque

candidat menant sa propre campagne.

Malgré le flou et la proximité des programmes, les électeurs ont montré leur besoin de réponses et de perspectives.

Hollande est le candidat se réclamant de la gauche le plus indolore pour les capitalistes. Il a ainsi annoncé au sujet des retraites qu'il n'y aura plus d'âge légal de la retraite. Tout sera déter-

miné par rapport à la durée de cotisation». On est loin d'un programme de rupture !

Pourtant, l'attente révélée par ces primaires, et par les victoires électorales précédentes, place le PS dans une situation délicate : si il remporte l'élection, les gens attendront du changement. Or Hollande devra gérer un pays en pleine récession dans la crise mondiale du capitalisme.

Les électeurs de gauche mobilisés pour ces primaires sont concernés. Ils vont poursuivre leur questionnement politique. Le PS n'offre aucune perspective réellement anticapitaliste tout comme ses homologues de Grèce et d'Espagne (désormais battus) et qui ont mis en place des politiques d'austérité à faire pâlir Thatcher...

Leila Messaoudi

Toutes nos excuses : de nombreux soucis techniques ont retardé la sortie de l'Egalité et nous ont obligé à réduire son format. L'Egalité de janvier prochain reprendra sa forme normale.

ABONNEZ-VOUS

je souhaite m'abonner au journal L'Egalité (10 numéros = 12 euros, étranger et abonnement de soutien = 20 euros, chèque à l'ordre des « Amis de L'Egalité »)

Prénom :

Nom :

Adresse :

à retourner à :

**Les amis de l'Egalité, 82, rue Jeanne d'Arc
centre 166, 76000 Rouen**

**Clearstream,
mallettes de Karachi,
d'Arabie et de la
Françafrique,
fadettes et toujours
Servier**

Boules puantes à droite

Epilogue de l'affaire Clearstream : Gergorin et Lahoud sont condamnés et Villepin innocenté. Sarkozy n'a donc pas réussi à éliminer son rival en le pendant à un croc de boucher. Mais l'interminable feuilleton touchait à peine à sa fin que toute une série d'autres scandales impliquant la droite sont venues empuantir la vie politique.

Le financement des campagnes de Balladur et Chirac refait surface. Alors que certains continuent à affirmer que l'attentat de Karachi serait imputable à des terroristes islamistes d'autres y voient toujours une conséquence tardive de l'arrêt par Chirac des commissions et rétrocommissions (au profit de Balladur) liées à une vente de sous-marins. L'argent afflue dans les caisses des dirigeants de la Droite aussi depuis l'Arabie Saoudite (pot-de-vin, si l'on peut dire en l'occurrence, pour des frégates, selon les révélations de l'intermédiaire Takieddine) et surtout, comme le savait Polichinelle, depuis l'Afrique Noire.

L'avocat Robert Bourgi, le successeur de Foccart (grand manitou depuis De Gaulle de la « Françafrique ») devenu depuis sarkozyste, vient de libérer sa conscience en révélant qu'il avait apporté à Chirac des mallettes de billets provenant de Laurent Gbagbo, président de la Côte d'Ivoire. « Notre » ex-président, qui a pour la circonstance retrouvé la mémoire malencontreusement perdue à propos des emplois fictifs de la Mairie de Paris (facétieuse anosognosie !), dément catégoriquement. Un de ses anciens collaborateurs affirme que Sarkozy, aussi, aurait reçu une somme rondelette d'Omar Bongo, le président à vie du Gabon, tandis que le déboulonné Gbagbo laisse entendre que sa générosité ne s'est pas limitée à Chirac et Villepin...

Plusieurs proches de Sarkozy sont impliqués dans ces affaires de gros sous : Bazire, l'un des 2 petits Nicolas de Balladur, Gaubert, l'ex-époux d'Hélène de Yougoslavie, celle qui « balance », et Hortefeux, celui qui en avertit le balancé, grâce à son intuition, bien sûr...

Les policiers Péchenard et Squarcini, autres amis de l'Elysée, sont eux soupçonnés sinon d'avoir mis sous écoute un journaliste du Monde, du moins d'avoir relevé grâce aux fameuses fadettes, tous ses correspondants pour savoir d'où il tenait des révélations sur l'affaire Woerth-Bettencourt. Et vive la liberté de la Presse et le secret des sources !

Si tous ces scandales vous donnent envie de vomir, ne vous gênez pas ! C'est plus efficace comme coupe-faim qu'un traitement au Médiator du bon Docteur Servier, autre ami de Sarko.

Jacques Capet



Nouvelles victoires pour les salariés de Goodyear Amiens !

Depuis 4 ans, les salariés de Goodyear mènent une lutte déterminée et exemplaire contre les plans de fermeture de l'usine de pneus par la direction. Depuis 4 ans, celle-ci veut fermer le secteur pneus tourisme et revendre la production des pneus agricoles à la multinationale Titan : bilan 817 emplois seraient supprimés sur les 1300. Depuis 4 ans, grâce aux grèves et aux luttes juridiques victorieuses des salariés avec la CGT, il n'y a pas eu un seul licenciement !

Seule la lutte paie !

Dès 2007, contre les licenciements et pour sauvegarder leurs emplois, les salariés ont multiplié les actions et le grèves, cherchant toujours le soutien des autres secteurs du public et du privé. En 2009, ils ont participé aux grèves dans



Rassemblement des salariés de Goodyear derrière Mickael Wamen, l'un des responsables CGT, le 26 octobre 2011 (Courrier Picard)

Fonderies du Poitou : résistance exemplaire des travailleurs

Les fonderies du Poitou fondent depuis les années 80 des culasses de moteur pour l'automobile. Le secteur aluminium de cette ancienne filiale de Renault est la propriété du groupe Montupet depuis 2010. Alors que cette année encore les 4 actionnaires du groupe ont reçu chacun un dividende de 1 290 000 €, le groupe a menacé en juillet dernier (profitant des congés d'une partie des travailleurs) de réduire les salaires de 23% en moyenne, de passer d'une durée hebdomadaire de travail de 38h50 à 35h sans compensation, de supprimer des RTT, et d'annuler certaines primes.

Ce qui se cache derrière la violence de ce plan c'est en fait probablement la volonté de fermer l'usine. Le groupe avait en effet déjà muté un tiers de ses cadres (notamment tous les cadres responsables de l'innovation etc...), et stoppé tout investissement dans l'usine depuis deux ans, se préparant clairement à liquider la boîte. Pour s'opposer à cette attaque 400 travailleurs sur 480 salariés de l'usine ont entamé en septembre une grève illimitée. Dès le début cette grève a complètement terrorisé la direction, qui a profité du week-end pour sortir les fours de l'usine en prévision d'un conflit prolongé ou d'une occupation, qui les empêcheraient de fermer l'usine. Et l'annonce n'a pas tardé ! Le 16 octobre le groupe, prétendant que la grève avait mis ces dernières réserves à sec, a annoncé la mise en défaut de paiement de l'usine. C'est vrai qu'avec un bénéfice de 6 700 000 € en 2010, un seul mois de grève engendre forcément la fermeture de l'usine...

Malgré cette annonce les 400 travailleurs ont

continué leur lutte jusqu'au bout puisqu'il fallait ensuite gagner que l'administrateur judiciaire revienne sur le plan d'attaque de Montupet. C'est chose faite ! En échange de la reprise du travail et du renoncement "à toute forme d'occupation de l'entreprise" par les grévistes, les travailleurs ont gagné le retrait du plan. Les termes du contrat montrent cependant bien l'inquiétude de la direction face à un possible passage de la lutte à une étape supérieure.

L'inquiétude reste forte parmi les travailleurs, qui craignent une baisse des commandes de Renault (qui représente 85 % de la production).

Il faut souligner en passant le parti pris de la région, dominée par le P.S., du côté de la direction de l'usine. Ségolène Royal, a en effet indiqué que la région était prête "à mobiliser ses moyens et ses outils de financement pour faciliter la reprise du travail", et surtout pour faciliter les bénéfices du prochain repreneur.

Les travailleurs des FDP peuvent être fiers de leur lutte, même s'il n'a fait reculer que la première partie du plan d'attaque. Mais la prochaine période a peu de chances d'être calme, quel que soit le repreneur, il attaqua les salariés pour satisfaire les exigences de Renault.

Alex Lecoq



Manifestation des salariés des Fonderies du Poitou (Alain Jocard - AFP)

Grève à Seafrance

Depuis le 13 octobre, les marins de Seafrance sont en lutte contre le démantèlement de leur entreprise, une filiale de la SNCF qui exploite la ligne Calais-Douvres avec 4 ferries. Seafrance est en redressement judiciaire depuis juin 2010 et risque d'être rachetée pour une bouchée de pain par un partenariat entre DFDS et Louis Dreyfus Armateur, qui ne garderait que 3 navires et 580 salariés, sur 880 et 200 emplois saisonniers.

La CFDT a proposé un plan alternatif de reprise de l'entreprise en Société Coopérative et Participative (SCOP) en rachetant chaque ferry pour 1 euro symbolique et en trouvant un financement auprès des banques et des collectivités territoriales, ce qui permettrait de

sauvegarder les emplois.

Les travailleurs de Seafrance ne veulent pas payer pour la faillite de leur entreprise dont ils ne sont pas responsables. Ils se sont mis en grève le 13 octobre après qu'un maître d'équipage a été sanctionné parce qu'il avait refusé d'enlever des banderoles en faveur de la SCOP et contre le projet DFDS. L'un des ferries, le Berlioz, est resté à quai pendant 2 semaines. Le tribunal du commerce a donné raison au syndicat en prononçant la liquidation judiciaire. Depuis les patrons font refuser de faire naviguer les ferries pour empêcher les marins d'utiliser leur outil de travail, montrant leur mépris du "droit" quand une décision de justice leur est défavorable..



Assemblée des salariés de SeaFrance dans le salon d'un ferry

Grève à la SOVAB

Les salariés de la SOVAB, entreprise spécialisée dans l'assemblage de véhicules utilitaires Renault de Batilly (nord de la Meurthe-et-Moselle), se sont mis en grève à l'appel de la CGT, de la CFTC et de SUD, afin de réclamer

- un rattrapage de la perte de salaire depuis 2008 estimée à 1000 euros net,
- une prime mensuelle de 200 euros net pour compenser les modifications d'horaires imposées par leur direction dans le cadre de l'augmentation de la productivité.

La grève, commencée le lundi 3 octobre, aura duré 11 jours, avec des blocages du site afin d'empêcher l'entrée des marchandises des fournisseurs. Au final, les grévistes auront obtenu 450 euros net de prime supplémentaire dans le cadre de l'intéressement, ainsi que le paiement d'une partie des jours de grèves, l'étalement des retraits de salaires et l'arrêt des procédures judiciaires à l'encontre de grévistes.

Yann Venier



Barrage bloquant devant l'entrée de la SOVAB (Républicain Lorrain)

Des méthodes policières drastiques contre les luttes

Le 6 octobre dernier à Lyon une manifestation nationale des salariés du secteur sanitaire et social contre la casse de leurs conventions collectives était sévèrement réprimée par la police. Lors de ce rassemblement, les forces de l'ordre ont gazé les manifestants. Trois d'entre eux, salariés de la Clinique Mutualiste de St Étienne, refluant devant cette agression violente, ont fait alors une chute dans un trou de trois mètres, ceci occasionnant des blessures très graves. Cet événement a subi un black-out complet dans les média, et les syndicats en ont peu parlé non plus alors qu'ils auraient pu faire des appels à la solidarité sachant que quelque jours plus tard il y avait la journée du 11 octobre. En cette période de crise qui s'aggrave encore, il va y avoir une recrudescence des luttes avec une radicalité encore plus grande. L'Etat se prépare à toute possibilité d'accentuation de la confrontation entre les travailleurs et le patronat, la répression est leur première arme comme pendant la lutte contre la réforme des retraites où des travailleurs en grève de la raffinerie de Grandpuits avaient été réquisitionnés de force. Le droit de grève est attaqué depuis de nombreuses années particulièrement par le gouvernement de Sarkozy avec des lois comme le service minimum, mais l'Etat également use de plus en plus de la force physique contre les grévistes. Peu importe les lois, la seule chose qui compte c'est que les profits continuent de se faire. Une lutte combative doit être matée pour ne pas donner des idées aux autres secteurs.

Des méthodes de plus en plus pointues sont utilisées pour briser des luttes, comme les forces spéciales type GIGN/GIPN, utilisées pour l'anti-terrorisme, qui interviennent pour « libérer » les entreprises occupées, les cadres et les patrons présumés séquestrés par les salariés voire carrément arrêter les grévistes.

En plus d'une attitude méprisante vis-à-vis des travailleurs et du droit de grève, ces actions ont pour but de faire comprendre que peu importe qu'on lutte, cela n'aura pas d'incidences puisque au final nous n'avons pas notre mot à dire. Il s'agit de briser le mouvement des travailleurs par tous les moyens pour que ceux-ci ne prennent pas confiance en eux.

L'Etat et la police tout comme l'armée sous ce système ne sont pas des services impartiaux au service de la population mais bien une arme des patrons contre les travailleurs quand ils revendent un peu trop et menacent l'ordre établi.

Pourtant les luttes vont continuer à se développer dans la prochaine période et vont prendre un caractère encore plus radical.

Mika Helot

LES POSTIERS DU 92 TOUJOURS SUR LE GRIL

Il n'est pas trop tard pour revenir sur le verdict tombé le 5 septembre à l'encontre des 15 postiers des Hauts de Seine accusés de séquestration dans la mesure où les condamnés ont fait appel de ce jugement et où des sanctions disciplinaires relatives aux mêmes griefs doivent passer au Tribunal Administratif.

Et dans la mesure où la lutte continue dans les bureaux de poste chaque fois que se met en place le projet « facteurs d'avenir ». S'il y avait réellement eu séquestration, la sanction pourrait être qualifiée de clément : 4 relaxes et onze condamnations à 1500 euros avec sursis et 500 euros sans sursis. Or il n'y a pas eu séquestration mais occupation de la Direction départementale du courrier pour obtenir l'ouverture des négociations sur 3 bureaux en grève depuis plusieurs jours. Ces condamnations pénales, même légères, entérinent le pseudo délit et confortent les sanctions administratives prises précédemment contre 2 fonctionnaires (exclusions temporaires) et un contractuel (licenciement refusé par l'Inspection du Travail).

La Poste fait appel de ce refus et les 2 exclus ont aussi déposé un recours. Il y aura donc encore au moins 3 procès pour cette affaire et, comme pour les Conti, les Goodyear et les autres, il faudra à chacune de ces péripéties judiciaires



Luttes payantes dans l'éducation

Entre la rentrée et la journée de grève nationale du 27 septembre, le personnel du Lycée Duménil à Vernon, et celui du lycée Aragon de Gisors ont reconduit la grève pour lutter, entre autres, contre la baisse des moyens. Dans ces deux lycées de l'Eure, l'effectif à la rentrée était de 35 élèves ce qui occasionnait une réelle difficulté pour étudier, enseigner et de véritables problèmes de sécurité des locaux.

Le lycée Duménil, qui s'était déjà battu 9 mois auparavant pour sauver une de ses sections d'enseignement professionnel (ASSP) s'est très vite mis en ordre de bataille en voyant se concrétiser ce qui avait déjà été dénoncé en juin. Le personnel du lycée s'est mis en grève à 85 % et a aussi alerté les médias. Après 5 jours de grève (et seulement 3 retirés) le rectorat de Rouen jetait l'éponge et en dix minutes accordait l'impossible : un recalcul des moyens attribués à l'établissement pour permettre de dédoubler des classes, une étude des problèmes de sécurité et la promesse de ne pas dépasser 30 dans les prochaines prévisions du nombre d'élèves.

Quelques jours plus tard, à quelques kilomètres de Vernon, le même scénario se reproduisait au lycée de Gisors qui obtenait à son tour la même promesse et d'autres acquis.

On ne peut voir là qu'une stratégie rectoriale pour pouvoir annoncer que la rentrée s'était partout bien déroulée, mais c'est en tout cas la preuve que la lutte paye vraiment !

Ces victoires sont très encourageantes, au moment où les lycées professionnels sont menacés de disparition pour être remplacés par des lycées des métiers gérés par les entreprises privées.

C'est en suivant cet exemple que d'autres lycées doivent se mobiliser puis se regrouper à un niveau local. Ce peut être un premier pas pour construire un mouvement national d'ensemble de tous les secteurs qui puisse réellement faire reculer le gouvernement.

Luttons ensemble contre la casse de l'éducation !

Luc de Chivré

Elections professionnelles de la Fonction publique, où en sont les syndicats ?

Entre le 13 et le 20 octobre environ 2,4 millions d'agents de la fonction publique de l'Etat et 1,1 million de la fonction publique hospitalière ont voté aux premières élections professionnelles depuis la loi du 5 juillet 2010 sur la réforme «du soi disant dialogue social» entre le gouvernement et les salariés de la fonction publique. Seules les organisations syndicales ayant obtenu 10% des suffrages aux élections professionnelles peuvent siéger et recevoir des subventions de l'Etat.

Des élections électroniques organisées par le gouvernement...

Ce vote aux élections professionnelles a été pour la première fois organisé par voie électronique. Et au cours de cette semaine d'élections, des dizaines de milliers d'agents n'ont pas pu voter par manque d'identifiant, de mot de passe et autre obstacle savamment mis en place par le gouvernement. En somme la machine bureaucratique, informatique du gouvernement a refusé à des agents de voter. Comble de tout, le logiciel de vote concu par une boîte privée, a coûté un prix exorbitant ! C'est ce qu'on appelle vivre en démocratie.

...Et un taux global de participation en forte baisse

Les résultats sont là. La participation aux élections a fortement chuté, passant de 70% aux élections précédentes à 51% - à l'exception des salariés du ministère des Finances où 87% des 120000 agents de la DGFiP ont voté le 20 octobre. Dans l'éducation nationale, les chiffres sont sans appel. Dépassant régulièrement les 60%, le taux de participation n'a atteint que 38,5%. Le vote électronique y est sans doute pour beaucoup. Mais il est vrai aussi que plus de 100.000 précaires de l'éducation nationale étaient censés y participer pour la première fois. Ce fut un parcours du combattant pour pouvoir simplement s'inscrire.

Des syndicats majoritaires reconduits...

Malgré la faible participation au vote dans l'éducation nationale parmi les plus d'un million d'agents - dont 860.000 enseignants-, la FSU (fédération syndicale unitaire) recule mais reste le premier syndicat de la fonction publique d'Etat avec 17,1 % (20,6% aux élections précédentes). C'est chez les enseignants que la FSU creuse l'écart. Elle obtient 40,6%, mais contre 46% auparavant. Force ouvrière (FO) grimpe de 15,4% à 16,7% dans la fonction publique de l'Etat. Le troisième syndicat

reste le CGT (15%) suivi par la CFDT qui progresse de 11,3% à 14,6%. L'UNSA et SUD obtiennent respectivement 13,8% et 8,1%. La CGC et la CFTC 5,3% et 3,8%. D'après ces résultats, on voit que les syndicats ouvertement collaborateurs avec le gouvernement n'ont pas la confiance des salariés.

Avec prudence...

Dans la fonction publique hospitalière, la participation a également été faible. Seuls 50,59% des 950.000 agents ont voté. Dans ce scrutin, c'est la CGT qui renforce sa position, elle progresse de 31,5% à 33,5%. Viennent ensuite la CFDT (24,5%), FO (22,7%), SUD (8,7%), l'UNSA (4,4%) et la CFTC 2,8%. Bernard Thibault avait fait de cette élection un vote sanction contre le gouvernement en expliquant qu'il fallait «utiliser le bulletin de vote CGT» pour «envoyer des signes au gouvernement». FO avait mené campagne sur la «casse du service public» tandis que la CFDT parlait de l'amélioration des conditions de travail.

A la poste, la CGT recule, obtenant 29,33% des voix (contre 32,79%) lors des dernières élections en 2007). Elle est suivie par SUD 22,25% (21,97%), FO 18,17% (17,06%) et la CFDT (18,14%). Pour la première fois, la confédération nationale du travail CNT, syndicat anarcho-syndicaliste apparaît et rassemble 1,65% des voix.

Bilan de ces élections ?

Que ce soit à la Poste, dans la fonction

Faillite possible des collectivités territoriales

Depuis plusieurs décennies, l'Etat mène une politique de décentralisation en abandonnant une partie de ses missions aux différentes collectivités territoriales (communes, départements, régions). Dans le même temps, il n'honore pas ses engagements envers les collectivités en ne versant pas l'argent promis pour les transferts de charge. Cette politique a eu deux effets : d'une part la hausse des impôts locaux et d'autres part les élus locaux, qui ont crû à la politique du crédit facile, se sont endettés auprès des banques.

Cet cours à l'endettement irresponsable est depuis 1982 rendu possible par la liberté que les collectivités territoriales ont de « négocier librement les taux d'intérêt et les conditions de financement de leur dette avec le prêteur de leur choix » (loi du 2 mars 1982). Elle fut indispensable dès cette époque pour la mise en œuvre des politiques d'aménagement facilité par l'assouplissement des règles sur la passation des marchés.

Depuis le début des années 2000, l'endettement des collectivités territoriales a explosé : l'encours de la dette publique locale s'est accru de 41% depuis 2004 et s'élevait en 2009 à 160 milliards d'euros, soit un peu moins de 10% du PIB.

Totalement hypnotisés par les chants des sirènes des banquiers vantant les placements à risque, en particulier de DEXIA, mais aussi de la Caisse d'épargne et du Crédit agricole, ils se sont mis eux-mêmes, quel que soit le « bord politique », dans une situation difficile.

En effet, une part non négligeable des prêts souscrits sont dits « toxiques ». Dexia, spécialiste en France du crédit et des placements des collectivités territoriales, sauvee une fois de plus de la faillite par les Etat français et belge (comprendre : avec l'argent des travailleurs français et belges), a vendu entre 1995 et 2009 à 5500 collectivités territoriales pour 10 à 12 milliards de produits financiers toxiques sur les 25 à 30 milliards d'emprunts consentis par la banque !

Ainsi, c'est un surcoût de 3,9 milliards d'euros qui est demandé maintenant aux collectivités territoriales (mais aussi à un nombre important d'établissements publics comme les hôpitaux et des agences d'Etat) en particulier parce que le taux d'intérêt était indexé sur l'évolution du cours du franc suisse. Ce dernier ayant augmenté, le taux d'intérêt est passé de 3 ou 4% à 15% ou 20% ! Par exemple, Antibes a contracté chez Dexia un emprunt de 60 millions d'euros, maintenant elle doit rembourser 21 millions de plus.

Mais au bout du compte, c'est la population qui va payer le prix de cette gestion capitaliste, soit par une hausse supplémentaire des impôts locaux, soit par une dégradation des services publics (crèches, écoles, collèges, voirie, ramassage des ordures, etc.), soit par les deux. Et au bout du compte, il n'est pas dit que certaines collectivités territoriales ne soient pas en faillite !

Yann Venier

Cantines scolaires : L'exclusion des enfants de chômeurs des cantines scolaires

Dans certaines communes, des enfants ont été exclus de la cantine scolaire. Ces villes, gérées par l'UMP, ont mis en place un système de restriction ou d'interdiction des cantines scolaires aux enfants de chômeurs. Leurs parents ne peuvent plus les inscrire s'ils ne peuvent justifier d'un emploi ou de documents (attestations employeurs, de Pôle emploi ou de feuilles de paye). Cette décision ajoute l'humiliation, la discrimination sociale à l'exclusion.

Le taux de chômage explose, pas d'embauche, et on fait passer les demandeurs d'emplois pour des oisifs ou des fainéants, en éclipsant leur investissement nécessaire pour rechercher un travail. Cela revient à leur fermer l'accès au service public, en privant leur enfant d'un repas équilibré, de manuels scolaires, et en augmentant le tarif des transports scolaires.

Sarkozy prétendait avoir pour objectif de réduire d'au moins un tiers en cinq ans et annonçait : « Je ne veux pas gérer la pauvreté, je veux la combattre », il a fait tout le contraire.

La Gauche Révolutionnaire se bat pour des services publics, réellement au service de la population, et notamment, pour un enseignement de qualité, gratuit pour tous. Nous nous opposons à toutes les formes de discrimination, en particulier celles qui frappent les chômeurs !

David

publique d'Etat (Education nationale comprise) ou dans la fonction publique hospitalière, deux tendances apparaissent assez nettement. Là où les syndicats n'ont pas été combattifs, n'ont pas mené de réelles campagnes contre les récentes attaques du gouvernement-patron, les gros syndicats reculent. C'est le cas pour la FSU dans l'éducation nationale ou la CGT à la Poste. En revanche, ce sont les syndicats qui se montrent plus revendicatifs et plus critiques à l'égard du gouvernement qui, globalement, progressent.

Autre fait important, la participation est en baisse, aidée par un système rocambolesque de vote électronique. Le gouvernement peut ainsi continuer ses attaques contre les syndicats concernant leur manque de représentativité dans le but d'affaiblir encore le mouvement ouvrier.

Oui, la question de la représentativité des syndicats est bien posée. Mais non comme l'entend le gouvernement. La question est plutôt de savoir à quel point les directions syndicales représentent la masse des salariés et leur intérêts. La représentation des salariés sera réelle quand ceux-ci gèrent de manière autonome (vis-à-vis du gouvernement) et démocratique des syndicats pour être capables de mener victorieusement des luttes pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de tous les salariés.

Adrien

NPA : Quels débats privilégier ?

Lors de sa fondation, le NPA a attiré des couches de militants d'origines très diverses. C'était très positif et cela illustrait la recherche d'alternatives présente dans la société ainsi que le potentiel de développement pour un parti défendant réellement la classe des travailleurs.

Partout en Europe, avec des particularités nationales, la situation est marquée par des plans d'austérité successifs de plus en plus drastiques. La France n'est pas épargnée et l'on sent une colère et une radicalisation croissante parmi la population qui n'a toujours pas d'outils pour s'organiser. Visiblement, le NPA ne réussit pas à attirer et à rassembler toutes ces personnes. Il a du mal à représenter, à une échelle large, l'opposition politique dont nous avons besoin pour peser. D'où vient cette difficulté ?

Approfondir les débats programmatiques

Un parti de masse qui rassemble largement peut représenter une grande force s'il arrive à clarifier sa ligne politique. Et c'est là que le bât blesse dans le NPA. En espérant certainement que le flou préserve la cohésion du parti, la majorité de la direction précédente a abaissé le niveau politique et fermé la porte aux débats constructifs. De plus, l'insuffisance de formation politique des membres n'a pas encouragé la profondeur des débats. La clarification politique est cruciale et elle doit se faire à travers des discussions approfondies, des activités partagées, des bilans réguliers... à tous les niveaux du parti, afin de construire une ligne commune, un vrai programme, de manière démocratique.

Aujourd'hui, le NPA poursuit sa crise d'orientation, laissant toujours s'accroître les désaccords. Les divergences sont devenues tellement importantes que l'organisation en est pratiquement paralysée, dominé par des affrontements de fractions. L'avenir même du parti est maintenant menacé. Le

nombre de camarades actifs ne cesse de baisser et nous perdons sans cesse en visibilité politique et militante. Il est grand temps de redresser la barre !

Ne pas rester bloqués sur les questions électorales

Le désaccord qui s'illustre par les orientations à tenir en période électorale, s'explique en fait par des divergences sur la conception du parti que nous voulons construire. C'est pour cela que la Gauche Révolutionnaire a toujours cherché à ramener les discussions sur cette question : « De quel parti avons-nous besoin ? ». Mais depuis sa création, le NPA n'a abordé ces questions électorales que de manière superficielle alors que certains y voient plus qu'une tactique ponctuelle mais une stratégie pour construire le parti. Ce fut le cas pour les élections européennes, puis régionales et aujourd'hui présidentielle et législatives. Nous nous cantonnons dans des débats sur l'attitude à avoir vis-à-vis de la gauche de la gauche, et plus rien d'autre ne sort.

Il peut être important de discuter avec les forces à la gauche du PS, mais ces accords doivent permettre de renforcer les travailleurs et les jeunes de lutter face au gouvernement et aux patrons. Et en ce moment particulièrement, ce ne sont pas les grèves ou les sujets à défendre qui manquent ! Les éventuelles alliances que nous faisons doivent être déterminées par les intérêts communs des travailleurs, des jeunes et des chômeurs et l'intervention dans les luttes de classe.

Et de même, la campagne électorale, dans laquelle nous nous lançons pour soutenir la candidature de Philippe Poutou, ne doit pas être détachée du fond politique. Même une campagne électorale un peu visible ne suffira pas à redonner un vrai souffle au NPA. Car la campagne doit être le prolongement de notre lutte quotidienne contre le plan d'austérité et toutes les mesures anti sociales qui sont prises au nom de la crise : licenciements



Lancement du NPA en février 2009. Malheureusement, les crises successives du parti, ainsi que l'omniprésence de débats sur la tactique électorale et non sur des questions de fond, a entraîné une importante chute dans les effectifs.

et dégradation des conditions de travail, réforme des retraites, casse des services publics, montée du racisme...

Au lieu de passer tant d'énergie autour des questions d'alliance et d'élection, le parti devrait plutôt discuter comment mettre en avant la nécessité d'une lutte d'ampleur contre les mesures d'austérité et avancer une alternative socialiste

pour sortir du capitalisme. C'est tellement désastreux de voir des milliers de jeunes et de travailleurs qui sont révoltés par l'injustice de ce système mais qui n'ont pas d'outil pour s'organiser, construire une alternative socialiste et lutter efficacement contre le capitalisme.

Rachel

Gaz de schiste : manœuvres du gouvernement à l'approche des élections

Le lundi 3 octobre 2011, un communiqué de presse du ministère de l'écologie et du ministère de l'industrie et de l'énergie annonçait que le gouvernement abrogeait trois permis exclusifs de recherche de gaz de schiste, ceux de Nant, Villeneuve de Berg et Montélimar. Sur les 64 permis de recherche en France, seuls trois permis ont été abrogés.

Manœuvres du gouvernement à l'approche des élections.

A six mois des élections présidentielles, Sarkozy, au plus bas dans les sondages, n'a d'autre choix pour s'en sortir que d'abroger ces trois permis afin de calmer les populations concernées. Il l'a annoncé officiellement mardi 4 octobre 2011 lors d'un discours à Alès (Gard). Il a également dit que « dans les autres régions françaises, grâce à la loi Jacob du 13 juillet 2011, les exploitants ne pourraient pas procéder à l'exploitation des gaz et huiles de schiste par la technique de fracturation hydraulique ». En abrogeant ces trois permis, Sarkozy désamorce la contestation des populations des territoires où la mobilisation est la plus forte et le mieux organisée.

Total et le permis de Montélimar : entre ambiguïté et mépris des populations.

Total, détenteur du permis de Montélimar (permis qui couvre en réalité plus de 4300 km² sur les départements de la Drôme, de l'Ardèche, du Gard et de l'Hérault), s'est dit « très surpris » par l'abrogation de son permis.

Suite à la loi de juillet 2011 interdisant la fracturation hydraulique, les multinationales de l'énergie détentrices des permis avaient jusqu'à mi-septembre pour remettre leur rapport afin d'indiquer quelle technique elles comptaient utiliser. C'est donc sur de simples rapports écrits que se base le ministère de l'écologie pour laisser aux multinationales poursuivre l'exploitation, bien qu'il annonce que des inspections seront menées.

La multinationale texane Schuepbach (déten-

trice des permis de Villeneuve de Berg et Nant), n'a pas renoncé à l'utilisation de la technique de la fracturation hydraulique pour l'exploitation de gaz de schiste, d'où l'abrogation de ses permis.

Total, comme les autres multinationales détentrices de permis, s'était engagée à ne pas recourir à la fracturation hydraulique.

Total pourrait demander des comptes au gouvernement. Le géant de l'énergie précise : "Nous attendons donc maintenant de recevoir la notification de cette abrogation pour comprendre sur quelles bases légales ce permis serait abrogé".

La lutte doit continuer.

Les manœuvres gouvernementales vont s'accélérer à l'approche des élections. Et en même temps, les prospections vont continuer. Certes, la loi de juillet interdit la technique de la fracturation hydraulique, mais d'autres multinationales ont déjà annoncé d'autres techniques, comme la fracturation conventionnelle, toute aussi dangereuse et polluante. Qu'en sera-t-il après les élections ?

Les multinationales maintiennent la pression sur le gouvernement, argumentant sur les quantités gigantesques et l'indépendance énergétique possible grâce au gaz de schiste présent dans le sous-sol français.

La seule réponse que nous pouvons apporter, pour faire que ces annulations soient suivies d'autres et de toutes, c'est la lutte, la mobilisation contre ces multinationales qui s'inquiètent bien peu du sort de la population et de l'environnement tant qu'elles réalisent des profits.

Mathieu S.

gr-socialisme.org
gr26.over-blog.com
grcontact@hotmail.com
09.54.79.19.17
06.14.90.66.91

Faites des cadeaux politiquement incorrects : commandez « ils se servent comme des porcs, on se défend comme on peut »

Fanch dessine régulièrement pour L'Égalité. Nous partageons avec lui cette volonté de changer le monde, de le libérer de la loi du profit, de la loi du profit, qui ne profite qu'aux plus riches et aux politiciens à leur service.

Fanch est un vieux « compagnon » (que de grèves et de manifs, que de discussions ensemble), et il dessine toujours aussi bien l'engagement, le doute, que le rêve...

Il dessine pour L'Égalité, des fois, mais il développe aussi beaucoup de projets. Artiste indépendant, on peut l'aider par un mécénat populaire (tous les renseignements sur le blog de Fanch : <http://blog.fanch-bd.com>), une formule simple, ou avec quelques euros, on aide un dessinateur enragé contre le capitalisme, garanti sans pub et sans OGM.

Et aussi, avec un ami, ils ont décidé de bousculer un peu l'état des choses.

Comme nous ils se sont engagés dans le NPA mais ils en sont sortis rapidement. Et ils ont confronté leur parcours. C'est une démarche assez riche, et le texte de Munin permet de comprendre tout le chemin des questions qui se sont faites jour toutes ces années, les siennes propres contre le stalinisme, et d'autres, qui sont des questions répandues partout. Beaucoup des idées donnent envie de discuter, provoquent, à tort ou à raison, mais c'est une recherche. C'est un coup de gueule dans les mauvais et les bons sens du terme.

Des fois, pour des tenants de la méthode marxiste, on trouve que dans le texte, cela tourne un peu autour du pot, que cela se cache même derrière des modèles qui n'en sont pas, comme ce refus de reprendre des analyses marxistes sur l'Etat (par exemple le chapitre sur l'Amérique latine, notamment Venezuela et Bolivie), et donc de ne pas comprendre clairement que tout progressiste qu'ils sont ou ont pu être, Chavez ou Morales n'ont pas rompu avec la bourgeoisie ni avec le capitalisme, et qu'ils ne sont pas une « nouvelle voie ». Il y a

certainement matière à discuter et aujourd'hui, on ne va pas s'en plaindre. Les dessins de Fanch sont là pour nous le rappeler d'ailleurs, page après page.

Nous remercions Fanch de dessiner autant qu'il peut pour L'Égalité, et, vous allez retrouver les dessins qu'il nous a fait ces dernières années, mais en couleur cette fois-ci.

Un livre bourré d'idées et de dessins politiques ? c'est ici, mais ne le dites pas au père fouettard...

Le livre est libre de droits, mais vous pouvez aussi l'avoir en papier sur

http://boutique.fanch-bd.com/index.php?id_product=45



La grève continue au Kazakhstan

La grève des travailleurs de Kazmunaigaz* au Kazakhstan se poursuit, pour leur prime à la pénibilité et le droit à choisir leurs représentants syndicaux.

Depuis le début de cette grève, Résistance Socialiste (CIO au Kazakhstan) et le nouveau parti qu'elle construit (Mouvement Socialiste Kazakhstan) ont organisé une campagne de soutien avec les grévistes. Grâce à eux et à la visite du député européen Paul Murphy (Socialist Party, Irlande), la grève a été relayée par les médias kazakhs alors qu'ils sont sous la censure. Ils ont monté un fond de soutien qui même s'il n'a pas encore récolté beaucoup de fonds, a beaucoup aidé les grévistes à tenir malgré la pression.

Ils font face à une répression atroce : en août Zhalsilik Turbaev, un des grévistes a été assassiné, ainsi que Zhansaule Karabalaeva, la fille d'un syndicaliste. L'occupation de la place centrale de Zhanaozen et les manifestations ont été attaquées plusieurs fois par la police. D'autres grévistes ont eu leur maison brûlée, les services sociaux ont menacé de retirer leurs enfants s'ils les emmenaient sur les lieux l'occupation. Les grévistes qui reprennent le travail doivent signer un accord disant qu'ils ne participeront plus jamais à une grève. Sous la pression, un autre gréviste s'est suicidé début octobre.

Beaucoup d'entreprises du Kazakhstan ont organisé des grèves de solidarité. Si la grève est victorieuse, elle peut entraîner d'autres secteurs, comme les mineurs, et cela pourrait menacer la dictature de Nazarbaev. Récemment, le Kazakhstan, la Russie et d'autres pays d'Asie centrale ont fait des essais militaires dans le but affiché de faire face à des révoltes du type de celles du Moyen-Orient.

Le Comité pour une Internationale Ouvrière a lancé une campagne de solidarité et organisé des actions dans plusieurs pays, en Irlande et en Allemagne devant Esso qui utilise le pétrole kazakh, en Suède devant Telia qui profite aussi de l'exploitation des travailleurs au Kazakhstan, et devant les ambassades du Kazakhstan en Angleterre et en Pologne. IF Metall Malmfälten, un syndicat de mineurs suédois a envoyé un don de 1500 € et un syndicat de travailleurs du pétrole vénézuélien a apporté son soutien.

Au Kazakhstan, les camarades de Résistance Socialiste Ainur Kurmanov et Esen Ukteshbaev, à cause de leur soutien à la grève et leurs activités d'oppositionnelles, étaient menacés d'emprisonnement et risquaient de ne pas pouvoir se rendre à Varsovie pour la conférence de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (dont Nazarbaev était président en 2010...). Grâce à la campagne de solidarité, ils ont pu quitter le Kazakhstan avec Mukhtar, un dirigeant de la grève, pour dénoncer la répression à l'OSCE, au parlement européen et dans un meeting avec l'IF Metall Malmfälten.

Nazarbaev tient à se créer une image respectable internationalement parce que l'économie du Kazakhstan est tournée vers l'exportation de matières premières. Les actions de solidarité peuvent avoir un impact, et surtout, elles permettent aux grévistes de tenir face à la pression. Le comité pour une Internationale Ouvrière continue à organiser des actions partout où c'est possible et à récolter des fonds.

Tiph

*voir l'Égalité n°150 et 151



Ainur Kurmanov et Esenbek Ukteshbayev, deux militants du CIO au Kazakhstan, menacés de prison pour leur implication dans le mouvement social et politique de leur pays

Envoyez des messages de protestation à :

La compagnie pétrolière Kazmunaigaz (KMG) doverie@kmg.kz / Au gouvernement local : info@mangystau.kz

Au fond d'Etat qui possède la majorité des actions de KMG : ppo@s-k.kz / Karazhanbasunai, filiale de KMG : P.Howes@s-k.kz et kbm@kmb.kz

Envoyez une copie à : KazakhstanSolidarity@gmail.com

Les dons peuvent être envoyés à :

Workers Solidarity Fund

IBAN BE29 7340 3242 2964

BIC KREDBEBB

Chili : les étudiants ne lâchent pas la lutte contre l'éducation lucrative !

Ces dernières semaines, la lutte des étudiants chiliens, ne cesse de croître. La réponse du gouvernement de Piñera, homme d'affaires, c'est la répression policière et la campagne de la terreur, comme sait très bien faire la droite quand il s'agit de sauver leurs négociations. En plus les chaînes T.V exacerbent la question des "encagoulés" ("encapuchados"), des groupes qui n'ont souvent rien à voir avec les lycéens ou les étudiants et elles accusent ainsi le mouvement d'être terroriste.

Mais est-ce du terrorisme de revendiquer le droit à l'éducation ? Ce droit dont ont bénéficié tous les ministres et autres parlementaires.

Les travailleurs de l'éducation sont aussi victimes de cette politique, car soumis à la pression du nombre, des classes surchargées, et avec des salaires qui ne sont pas à la hauteur de leur travail, fatigués de faire des cours dans plusieurs établissements afin de pouvoir gagner un salaire décent pour vivre.

La répression ordonnée par le gouvernement montre sa panique et la faiblesse de ses arguments pour vouloir continuer à tout prix, et contre 80 % de la population qui désapprouve l'éducation dirigée par le profit. Un référendum populaire a été organisé par les étudiants le premier week-end d'octobre mais le gouvernement ne veut rien entendre, disant qu'il est illégal ! les

mouvements étudiants ont ainsi éclairé la population des nombreux abus et de la spéculation, d'autant plus vrai que le pays est dirigé pas des hommes d'affaires qui n'ont d'autres univers que le commerce. C'est donc une bataille très dure car la base de tout cela est la Constitution de Pinochet qui dit que l'éducation doit être un libre marché...

Les groupes les plus conscients et radicalisés réclament une assemblée constituante.

Maintenant les partis de la "Concertation" vont jouer une autre carte. Ils vont sortir du chapeau pour les élections de 2012 une candidate, Bachelet, qui a déjà gouverné et qui n'a pas voulu toucher les bases des politiques néolibérales et qui a laissé intact le modèle de la dictature de Pinochet. Elle n'avait donné que des miettes pour contenir la population la plus pauvre en offrant par exemple un lit pliable à tous les nouveaux nés et d'autres mesures très populaires. Elle n'a pas voulu en finir avec la main mise du marché sur l'éducation et la santé ni nationaliser les mines de cuivre alors que cela permettrait de financer l'éducation des enfants et des jeunes. Ce projet spéculé sur l'amnésie du peuple chilien et sur l'illusion que la solution est dans les urnes.

Il y a tant de pain sur la planche !

Diana



Grande Bretagne : vers une grève de masse le 30 novembre ?

Le 30 novembre prochain, en Grande Bretagne, une grève pourrait impliquer 4 millions de travailleurs des services publics. Ce serait la grève d'une journée la plus importante depuis la grève générale de 1926. Après les défaites majeures comme la grève des mineurs au milieu des années 80 et ensuite les politiques néolibérales de Thatcher et de ses successeurs (comme le travailliste Tony Blair) les travailleurs britanniques sont en train de relever la tête.

La colère monte

Après les grèves dans la fonction publique du 26 mars et du 30 juin, la journée du 30 novembre s'annonce particulièrement massive car le gouvernement de David Cameron dit ConDem (conservateurs et démocrates libéraux) met en place des plans d'austérité féroces. En une année sous ce gouvernement 250 000 emplois dans les services publics ont été détruits dont 100 000 dans les municipalités. Cette destruction d'emplois publics va continuer. Actuellement, le gouvernement s'attaque aux retraites. C'est un des sujets majeurs de la grève du 30 novembre. La Grande Bretagne est frappée de plein fouet par la crise économique et financière. Comme dans tous les pays d'Europe le gouvernement britannique fait payer brutalement cette crise aux travailleurs. Mais la colère contre ces politiques capitalistes monte, et des centaines de milliers de travailleurs dans le public, très amers, sont prêts à entrer en action pour défendre leurs emplois, leurs retraites, leurs salaires et leurs conditions de travail.

L'attitude des directions syndicales

Bien que la pression à la base monte, certaines directions syndicales cherchent à démolir et à diviser. En Grande Bretagne, c'est une tradition de faire voter la base des syndicats pour une

grève ce qui peut représenter un obstacle selon l'attitude des dirigeants syndicaux. Ainsi, certains dirigeants régionaux du syndicat UNISON (qui organise les enseignants, les employés municipaux et autres) mettent l'accent dans cette période de vote pour la grève nationale sur des actions locales et régionales pour éviter une mobilisation massive le 30 novembre. D'autres, comme le secrétaire général du syndicat TUC (la confédération des syndicats), Brendan Barber, préfère des «dîners privés» avec les dirigeants des Tories (conservateurs) afin de négocier des accords sur la casse des retraites dans la fonction publique. En même temps, le gouvernement et les autorités locales font tout pour «interdire» la grève par recours juridique comme dans le secteur de la Santé.

Le vent tourne

Néanmoins, la grève du 30 novembre va être très massive et marquera certainement un tournant dans les rapports de forces entre d'un côté cette classe capitaliste britannique arrogante et cynique et son gouvernement, et de l'autre, la classe ouvrière et la jeunesse. Le 30 novembre montrera que les travailleurs sont en train de reprendre leurs traditions de lutte de masse. A la base des syndicats une suite au 30 est déjà réclamée si Cameron ne recule pas. Il n'est pas certain que ces syndicalistes combattifs puissent imposer une suite immédiate à leurs directions syndicales. Mais il est certain que des luttes des travailleurs et des jeunes massives et explosives vont se développer. Celles-ci vont remettre à l'ordre du jour la création d'un parti de lutte pour le socialisme.

Olaf van Aken

Comité pour une Internationale ouvrière
<http://www.socialistworld.net>





Offensive

Page des militants jeunes de la Gauche révolutionnaire
"La jeunesse est la flamme de la révolution" (Karl Liebknecht)

Sarko et les banquiers saccagent notre avenir !

Le 24 août dernier, un plan d'austérité a été voté. Des mesures comme l'augmentation du tabac, de l'alcool, des sodas et surtout la taxation des mutuelles ont été annoncées. Effectivement ce n'est pas avec les 3% de taxation sur les très hauts revenus que les riches vont se ruiner surtout que l'Impôt sur les grandes fortunes vient d'être réduit. L'État préfère protéger ses partenaires et autres actionnaires et taxer toujours plus sur les familles en difficulté.

L'État a aussi annoncé la baisse des dotations de 60% dans certains cas ; ces fonds sociaux permettent notamment d'aider les familles. Cette baisse va avoir une terrible incidence chez les familles les plus défavorisées. De plus les tarifs des cantines

vont augmenter de 1.6% dans les lycées et les tarifs d'hébergement en internat vont augmenter de 3%. Toutes ces mesures vont encore dégrader la vie des plus pauvres, les familles ne pourront plus payer la cantine à leurs enfants et bientôt il en sera de même pour l'internat. Le gouvernement s'attaquera toujours à notre éducation, plus de 100 000 emplois supprimés en 5 ans, les tarifs de certains transports scolaires qui ont augmenté de 330% en moyenne et maintenant la hausse des tarifs des cantines et de l'internat !

Partout en Europe nous subissons des coupes budgétaires et tout particulièrement dans l'éducation. En Espagne, le 22 octobre 2011 des dizaines de milliers d'enseignants, d'élèves et de parents ont

défilé dans les rues de Madrid. De même, en Italie le 7 octobre 2011 une centaine de défilés ont eu lieu pour protester contre les coupes budgétaires ; pendant cette journée, l'Union des étudiants italiens a diffusé un communiqué indiquant que "47% des jeunes ont des emplois précaires, 29% sont au chômage ; le gouvernement a en outre taillé dans les bourses d'étude de 94,75%." Sur trois ans, le gouvernement de Silvio Berlusconi a réalisé des coupes de huit milliards d'euros dans le budget de l'éducation !

Nous serons, ou plutôt, nous sommes dans une situation quasi-similaire en France ! Qu'attendons-nous pour réagir ? Le gouvernement ne cesse de casser nos services publics, notre santé et notre

éducation pour faire des économies et rembourser cette dette qui n'est pas la nôtre mais celle des capitalistes ! Il est hors-question de la payer pour les banquiers spéculateurs et autres crapules du gouvernement ! Nous ne devons pas nous laisser faire ; il faut se battre pour stopper ce carnage social. Nous voulons plus de fonds sociaux dans les bahuts, tout le monde a le droit à l'éducation, sans payer pour ces pourris qui la détruisent. Faisons valoir nos droits ! L'État capitaliste ne cherche qu'à faire du profit sur le dos des plus pauvres ! Nous voulons un monde qui ne se base pas sur le profit personnel mais sur les besoins de la majorité, luttons pour ce monde là !

Marion. L

Attaque sur nos vacances scolaires : Bien plus qu'une rumeur

Chaque année, 16 000 postes de professeurs sont supprimés, les budgets sont allégés et notre éducation est réduite à néant. Le gouvernement prétend que l'éducation coûte trop cher, pourtant il n'hésite pas à sauver les banques qui nous ont plongées (d'ailleurs, elles continuent de nous y plonger) dans la crise.

Cependant, le Grand projet du gouvernement, c'est que d'ici 2014, ils comptent transformer l'école, en reprenant le système de « l'école américaine » ; en conséquence les journées des jeunes seraient séparées en deux parties, la matinée des cours presque normaux et l'après-midi serait consacré aux activités extra-scolaires, bien sûr obligatoires, quelques fois payantes. Donc moins d'heures de cours mais toujours plus de temps à l'école tout cela avec moins de profs. Néanmoins, le programme d'étude de l'année ne pourra être bouclé et ce n'est pas en anéantissant un mois de vacances qu'il sera terminé. Et là, deux possibilités ; soit le programme sera bâclé, les jeunes auront une éducation encore plus mauvaise qu'elle ne l'est déjà, soit le programme ne sera pas accompli et les années d'études qui suivront seront toujours plus longues et plus dures.

Naturellement, l'inquiétude monte chez les adolescents ; des jeunes du Nord et de Paris sont descendus dans les rues, pour revendiquer contre ce projet, mais l'État et les médias les ont traités d'idiots prétendant que jamais cela n'avait été discuté. Pourtant si ! Sarko et Chatel ministre de l'éducation ont cela en projet depuis longtemps. Les lycéens ont eu raison de se mettre en grève et la lutte doit continuer contre les attaques sur l'éducation. De toute façon, ce ne doit pas être au gouvernement de choisir le rythme éducatif, ce n'est ni eux qui enseignent ni eux, qui reçoivent cet enseignement. Le rythme scolaire devrait être choisi par les professeurs, ainsi que les élèves, afin de trouver collectivement une démarche scolaire.

Sarkozy ou un autre, n'importe quel dirigeant appliquera une politique qui sera toujours en défaveur de notre éducation et de nos conditions de vie, tant que nous serons sous ce système, le système capitaliste, l'intérêt des banques et des patrons des grandes multinationales compteront toujours plus.

Mika et Eva

Les fascistes mis en échec à Lille

Le 8 octobre, la «Maison flamande» (le QG de l'extrême droite dans le Nord) a organisé une manifestation avec plusieurs groupes d'extrême-droite à Lille (Troisième Voie, le Front Comtois, Nation...). Ils l'ont présenté comme une manifestation du «Front Populaire Solidariste» : pour se donner une image respectable (et pour que leur manifestation soit autorisée) ils essayaient de se donner une image de défenseurs des travailleurs en prétendant lutter pour l'emploi et les retraites. Mais concrètement, ils n'ont rien à proposer à part discriminer les immigrés dans ces domaines. Les déclarations qu'ils ont faites à propos de cette manifestation n'attaquaient pas les capitalistes, mais les organisations de gauche, qui elles défendent les travailleurs à longueur d'année. Mais personne n'a été dupe : cette manifestation était organisée par l'ancien leader des skinheads de Paris et un ancien du service d'ordre du FN ; le militant exclu du FN pour salut nazi était présent et leur service d'ordre a eu du mal à faire respecter la consigne de

ne pas scander de slogans racistes et de ne pas se présenter comme tels à la presse...

S'ils ont dû se donner une couverture respectable, cela veut dire aussi que le terrain n'est pas propice à une manifestation clairement raciste. Mais sous le capitalisme, le rôle de ces groupes est de diviser la classe ouvrière, en utilisant le racisme, le nationalisme ou le révisionnisme comme le Front Comtois. Ils défendent l'ordre établi, contre les grèves et les manifestations ouvrières.

Des organisations de gauche, des syndicats et le Comité des Sans Papiers ont organisé une contre-manifestation qui a mobilisé environ 2000 personnes contre 500 pour l'extrême droite. Celle-ci n'a donc pas réussi sa démonstration de force. La gauche a prouvé qu'elle était prête à se mobiliser contre la menace fasciste. Ce n'est qu'en se mobilisant ensemble contre le capitalisme, sans se laisser diviser, qu'on peut leur faire barrage !

Tiph



Sois jeune et tais-toi... dès 5 ans

Aujourd'hui, le ministère de l'éducation nationale s'en prend aux plus jeunes ! Leur nouvelle idée est d'instaurer des évaluations en maternelle sur le comportement, en les classant en trois classes : RAS (rien à signaler), à risque ou à haut risque. Les enfants seront jugés, non pas par des psychologues, mais par leur propre enseignant et sur une journée. Comment le comportement général d'un enfant peut être évalué en une seule journée ? Autant dire que les résultats seront entièrement arbitraires et sans aucune valeur.

Les enfants comportant un « risque » devraient tous être suivis psychologiquement. Dès 5 ans on leur colle une étiquette, dont ils ne pourront pas se débarrasser facilement, cela sera écrit dans leur dossier scolaire qui les accompagnera toute leur vie. C'est un classement totalement arbitraire.

Des tests, qui ont été instaurés en CM1/CM2, ont déjà été contestés, à cause de la compétition entre les enfants et entre les écoles primaires. Les évaluations sont maintenant établies en maternelle, mais où vont-ils s'arrêter ? ! La logique est d'accroître la compétition et de la pousser encore plus loin. On va classer les enfants dès le plus jeune âge en tentant de démontrer qu'une partie d'entre eux seraient dangereux. Cela va permettre aussi de savoir à qui sera réservé pour plus tard l'éducation la plus pourrie en mettant toute une partie des enfants dans la case « à risque ».

Eva